GUILLAUME GONTARD

– SÉNATEUR DE L'ISÈRE –

Président du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires

LANCEMENT DU PROJET COLLÈGE CITOYEN / P. 09

LE PERCY (38) - AVRIL 2021

P. 05

COVID-19
Gestion de la crise

P. 06

CLIMAT - ÉNERGIE
Loi Climat
Énergies renouvelables

P. 08

ACTUALITÉS
Hôpital public, loi 3DS,
déconjugalisation de l'AAH…

P. 10

DÉPLACEMENTS EN ISÈRE
Collectivités, économie locale...

PLUS D'INFORMATIONS SUR : **WWW.GUILLAUME-GONTARD.FR**

SÉNAT

50 ans

Architecte de formation

Ancien maire du Percy et conseiller communautaire du Trièves

Aujourd'hui conseiller municipal du Percy

1er mandat de sénateur

MES RESPONSABILITÉS DE SÉNATEUR

- **Président du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires**
- **Vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées**
- **Vice-président de la délégation Outre-mer**
- Membre du comité directeur de l'Association nationale des élus de Montagne (ANEM)
- Membre de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
- Ambassadeur de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF)
- Membre de la Commission départementale de coopération intercommunale de l'Isère (CDCI)
- Membre du groupe référent Loup Parc naturel régional du Vercors

MES NOUVELLES RESPONSABILITÉS

Au mois de septembre 2020, en devenant Président du groupe Ecologiste - Solidarité et Territoires, j'ai quitté la commission de l'Aménagement du territoire et pris mes fonctions de vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

J'y porte une vision cohérente avec l'ensemble de mon action politique, au niveau national comme à l'international : ainsi, depuis un an, j'y ai défendu face à la droite sénatoriale une politique étrangère plus solidaire que compétitive, qui soit structurée par la défense du droit international, dont les droits humains, et par la lutte contre le changement climatique et les atteintes à l'environnement.

MON ACTION EN CHIFFRE SUR LES 12 DERNIERS MOIS

02 PROPOSITIONS DE LOI
écrites et 16 signées

302 INTERVENTIONS
en hémicycle

654 AMENDEMENTS
signés en 1er signataire

46 AMENDEMENTS
adoptés

15 QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
(19 écrites et 4 orales)

Au 14 octobre 2021
Source : www.nossenateurs.fr

ÉDITO

Soucieux de vous informer régulièrement de mon travail au Sénat que cela soit à travers nos rencontres sur le territoire, les courriers ou encore notre newsletter, je suis très heureux de pouvoir vous faire partager cette lettre-bilan de ma quatrième année de mandat.

Cette session parlementaire a été particulièrement dense et fortement marquée par la crise sanitaire. Du premier confinement, à l'arrivée du vaccin, en passant par l'application du pass sanitaire, les collectivités n'ont pas été ménagées durant cette période.

Organiser, accompagner, s'adapter, vous avez été en première ligne et fait preuve d'une efficacité remarquable.

Il y a tout juste un an, suite au renouvellement par moitié du Sénat, le nouveau groupe Écologiste - Solidarité et Territoires s'est constitué. J'ai l'honneur de le présider et de porter avec mes 11 collègues la voix de l'écologie politique au Sénat.

Ma place de Président de groupe m'a permis de participer à l'ensemble des comités de suivi de la crise sanitaire en présence du Premier ministre et du ministre de la Santé.

Notre groupe a été pendant cette période à la fois force de propositions mais aussi particulièrement exigeant sur le respect des libertés publiques, le contrôle du Parlement et les moyens alloués à la santé.

Proposer, montrer que d'autres choix sont possibles et crédibles sont les marqueurs de notre action.Le conservatisme, l'attentisme notamment en matière climatique et sociale, ne sont plus acceptables .

A travers notre vraie loi climat, par exemple, nous avons démontré qu'il était non seulement possible d'atteindre un objectif de 55% de baisse des GES d'ici 2030 mais que la totalité des mesures que nous proposions était à la fois créatrice d'emplois et fortement redistributrice.

Nous adopterons cette même démarche pour l'examen du dernier projet de loi de finances du quinquennat, en esquissant les lignes d'un budget résolument écologiste emprunt de justice sociale.

Il est nécessaire de redonner du sens à l'action politique, de montrer qu'il est possible de changer concrètement et positivement la vie de chacun.

Les dernières élections départementales et régionales ont été marquées par une abstention record. Personne ne peut se satisfaire du fossé qui se creuse entre les citoyennes et citoyens et le personnel politique. Il est indispensable de retisser des liens, de redonner envie, de montrer que chacune et chacun peut être acteur du changement.

C'est le sens du collège citoyen que nous venons de mettre en place avec mon comité sénatorial. Permettre à 47 citoyennes et citoyens de faire des propositions, d'accompagner le travail parlementaire pour le rendre plus visible et accessible.

Vous retrouverez en parcourant ce document plus précisément les actions menées au cours de cette dernière année, en Isère ou au Sénat, avec le souci d'articuler le niveau local et national.

Nous allons entrer dans une période électorale importante pour notre pays. Avec l'élection présidentielle, un débat nécessaire va s'ouvrir.

Face aux enjeux climatiques, sociaux et démocratique il devient urgent d'agir, de proposer de nouvelles perspectives, un nouveau modèle qui intègre les limites planétaires et s'appuie sur un juste partage de nos ressources.

C'est le sens d'une république écologique, l'espoir est devant nous.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Guillaume Gontard

SOLIDARITÉ AVEC L'AFGHANISTAN

TOUT FAIRE POUR ENDIGUER LA CRISE HUMANITAIRE

Le retour des Talibans au pouvoir et l'effondrement du système de santé afghan en pleine pandémie annoncent une grave crise humanitaire.

La commission des Affaires étrangères a suivi de près la situation en auditionnant David Martinon, ambassadeur en Afghanistan, et la députée afghane Fawzia Koofi. Défenseur d'un accueil digne des personnes exilées, j'ai également sollicité le ministère des Affaires étrangères afin d'éclairer les perspectives d'évacuation des personnes en danger. Au-delà des promesses d'aide humanitaire, l'Union européenne doit faire de la protection des personnes migrantes la priorité de sa politique migratoire, notamment en activant sa directive de protection temporaire en cas d'afflux massif, prévue précisément pour ce cas de figure.

CAUCASE

POUR LA RECONNAISSANCE DU HAUT-KARABAGH

Le conflit du Haut-Karabagh à l'automne 2020 a durement touché un pays ami de la France, l'Arménie.

A cette occasion, le Sénat a reçu dans notre commission les ambassadeurs d'Azerbaïdjan et d'Arménie, puis adopté, à une écrasante majorité, une résolution appelant le Gouvernement à reconnaître la République du Haut-Karabagh. En avril 2021, je me suis également rendu avec une délégation sénatoriale en Arménie, afin de participer à la commémoration du génocide arménien, et témoigner de notre soutien dans un contexte régional tendu.

DÉLÉGATION OUTRE-MER

MA CONTRIBUTION AU RAPPORT SUR LE LOGEMENT ULTRA-MARIN

J'étais co-rapporteur, avec mes collègues Micheline Jacques et Victorin Lurel, de ce travail sur la crise du logement en Outre-mer. Nous avons formulé 77 propositions.

J'avais en charge la réflexion sur l'habitat de demain, l'innovation et les solutions que nous pouvons proposer pour construire localement en s'appuyant sur le savoir-faire, en limitant les impacts et en proposant un habitat réellement adapté à la vie des gens. Les territoires d'Outre-mer, espace d'innovation, peuvent être un laboratoire de pratiques vertueuses : filière de matériaux locaux, autoconstruction, formation à de nouvelles pratiques notamment de régulation thermique, résilience face aux risques naturels, etc.

LOI DE PROGRAMMATION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES

UNE LENTE PROGRESSION

Le 17 mai 2021, le Sénat adoptait quasiment unanimement la loi de programmation de l'aide publique au développement (APD) jusqu'à 2025.

Rencontre avec des représentantes de Sarayaku en Amazonie, qui défendent la forêt face à l'exploitation pétrolière, minière et forestière.

Après plusieurs décennies d'une politique d'aide au développement insuffisante et toujours plus éloignée de nos engagements internationaux, ce texte marque le retour, bien que laborieux, d'une politique ambitieuse.

Nous avons œuvré à faire de cette aide le véritable pilier de notre politique étrangère qu'elle doit être, et qui donne la part belle aux projets de coopération décentralisée. Nous défendions un budget renforcé, l'abandon des logiques de rentabilité en donnant la priorité aux pays les plus pauvres, mais aussi la prise en compte systématique des enjeux de genre, et le renforcement de la transparence et de la redevabilité de l'aide, notamment lorsqu'elle passe par des entreprises privées. Nous avons tenté - en vain - d'inscrire dans ce texte le respect des droits des populations autochtones, détentrices d'un patrimoine culturel inestimable et gardiennes d'espaces naturels souvent menacés.

COVID-19

GESTION DE LA CRISE

En ma qualité de président de groupe, j'ai interpellé à de nombreuses reprises le Premier ministre sur la conduite de la politique sanitaire, sur l'accompagnement des publics les plus fragiles dans la crise, sur la demande de concertation des territoires, sur le respect de l'Etat de droit et de la démocratie, sur la multiplication des violences policières, etc. J'ai proposé, au nom de mes collègues, maintes fois et sans grand succès, le concours des écologistes à la gestion de cette crise hors-norme.

Depuis le début de la pandémie, à chaque examen de projet de loi sur la gestion de la crise sanitaire, je suis toujours intervenu avec modestie en soulignant l'effroyable difficulté de la tâche du Gouvernement pour lutter contre la Covid-19. Néanmoins, ce que j'ai toujours déploré, c'est la méthode de gouvernance. Je regrette que, passée la sidération du premier confinement, le Gouvernement n'ait pas plus associé le Parlement et les territoires à la décision. Cet isolement du pouvoir est apparu encore plus inefficace et plus anachronique à la lumière de cette pandémie qui a bouleversé tous nos repères et durant laquelle le capitaine aurait gagné à consulter beaucoup plus et à associer les forces vives du pays à ses décisions.

Les sénateurs et sénatrices écologistes ont toujours rappelé que la vaccination généralisée constitue une étape indispensable pour atteindre l'objectif d'immunité collective. Il s'agit pour la France d'éviter de nouveaux décès, comme la saturation de notre système de santé et de permettre la sortie de la crise sanitaire et des mesures de restriction des libertés. Nous regrettons que la France ne bataille pas pour faire du vaccin un bien public mondial afin d'enrayer la propagation du virus partout dans le monde.

VOTE CONTRE LA MISE EN PLACE DU PASS SANITAIRE

Faciliter la vaccination pour toutes et tous et informer de façon pédagogique nos concitoyens des bénéfices sanitaires de la vaccination généralisée sont essentiels. Durant de long mois, la carte de France de la vaccination illustrait les profondes inégalités sociales du pays. Les publics, les territoires les plus fragiles étaient toujours les plus éloignés de la vaccination. Dans l'urgence, ce travail nécessaire d'information et de conviction n'a été que peu réalisé par le Gouvernement.

Aussi, nous nous sommes opposés à l'extension du pass sanitaire aux activités de la vie quotidienne. Son extension traduit une stratégie sanitaire axée sur la contrainte et la surveillance généralisée et comporte un risque de fracture de notre société auquel nous nous opposons. A l'inverse de la méthode autoritaire du gouvernement, le groupe écologiste a défendu une politique sanitaire basée sur la confiance, l'attention aux publics éloignés du système de soins et la levée des brevets sur les biens publics mondiaux que sont les vaccins.

MES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

APPEL À UN PLAN MASSIF D'INVESTISSEMENT POUR LA JEUNESSE

Avec mes collègues, nous avons interpellé le Premier ministre sur la détresse des étudiants et de la jeunesse plus largement, qui s'est installée depuis le début de la crise sanitaire.

Les mesures annoncées par le Gouvernement ne sont pas à la hauteur de la situation dramatique de notre jeunesse et elles ne résoudront pas la crise profonde qui la bouleverse. Nous avons appelé à un plan massif d'investissement dans les universités pour soutenir la jeunesse sur le long terme.

LES LOIS SÉPARATISME ET SÉCURITÉ GLOBALE

DES ATTEINTES FORTES PORTÉES AUX PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE

Extrêmement mobilisé en séance, notre groupe a dénoncé la dérive autoritaire et répressive de ces lois, ainsi que le durcissement de la droite sénatoriale tout au long de l'examen de ces deux textes.

Ces lois participent à restreindre les libertés et à réprimer tous ceux qui ne se soumettent pas à un certain ordre social. Loin d'aider à combattre l'islamisme radical, la loi séparatisme transforme notre pacte républicain en chape répressive et brise les équilibres de notre laïcité. Loin de conforter la République, elle l'affaiblit.

Avec la loi sécurité globale, l'Etat se défausse de la mission de police sur les collectivités locales. Si nous comprenons le souhait de certains maires de répondre aux attentes de leurs administrés en matière de sécurité publique, nous jugeons ce mouvement inquiétant, s'agissant notamment des inégalités entre les territoires et de la formation et des missions des polices municipales. Nous nous sommes enfin vivement opposés à la surveillance de masse permise par la généralisation des techniques de reconnaissance faciale.

LOI CLIMAT ET RÉSILIENCE

LE COMPTE N'Y EST PAS !

Très loin des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat, cette loi n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. Une occasion manquée et une grande déception. J'ai une pensée pour les 150 citoyennes et citoyens qui ont répondu à la commande du président de la République d'atteindre une baisse de 40% des émissions de de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030. Au final, le texte voté atteint à peine 30% de baisse d'émissions, alors que les objectifs européens sont de 55% et il ne reste à peine que 14 propositions sur les 149 de la convention.

Les débats parlementaires n'ont malheureusement pas permis d'améliorer le texte. La majorité de l'Assemblée a défendu bec et ongles le projet du Gouvernement. Celle du Sénat a permis des avancées sur certains sujets tout en reculant sur d'autres.

Le groupe écologiste a, pour sa part, écrit une " vraie loi climat" beaucoup plus ambitieuse, qu'il a déclinée en près de 300 amendements.

Nous avons obtenu gain de cause sur certains points, comme sur la gestion des sols pollués, le développement des haies ou l'accompagnement des collectivités sur le plan vélo. Malheureusement, beaucoup d'amendements adoptés ont été supprimés par la Commission Mixte Paritaire, tels que la TVA à 5,5% sur le train, l'instauration d'un critère "coût écologique" dans les appels d'offres photovoltaïques ou la création d'une dotation climat d'un milliard d'euros pour les collectivités.

Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires a donc voté contre un texte qui ne remplit même pas les engagements de la France !

PS : Nous avons également défendu sans succès un amendement pour défendre les chemins ruraux et faciliter leur gestion par des associations.

LE GROUPE ÉCOLOGISTE PRÉSENTE SA VRAIE LOI CLIMAT !

L'urgence climatique, plus manifeste que jamais, nous interdit de nous contenter de demi-mesures comme celles proposées dans la loi «Climat et résilience». Notre groupe a donc présenté son propre projet : la "Vraie Loi Climat". Entièrement chiffré, ce texte ambitieux entend respecter l'engagement de 55% de baisse des émissions de gaz à effet de serre, dans une logique de justice sociale. Toutes les solutions sont sur la table pour respecter nos engagements climatiques. Ce travail en est la preuve.

Nous avons privilégié des dépenses d'investissement et de relance fortes afin d'accompagner les secteurs en transition et favoriser la création de nombreux emplois, répartis territorialement et non délocalisables. Cette Vraie loi climat, qui met les territoires au cœur des transformations, est donc fortement créatrice d'emplois durables et répartis sur l'ensemble de nos territoires.

Des propositions dans plusieurs secteurs stratégiques :

> **Les transports :** pour accompagner sa transition, premier secteur émetteur de gaz à effet de serre (évolution parc automobiles, transport de marchandise, report modal vers des transports moins carbonés...)

> **Le bâtiment :** des mesures structurantes pour accompagner le résidentiel et le tertiaire (rénovation énergétique, mode de chauffage, éco-matériaux…)

> **L'agriculture :** vers un modèle rémunérateur et protecteur de l'environnement (restructuration de l'élevage, réduction de l'engrais azoté, consommation durable…)

> **L'industrie :** vers une transformation énergétique et relocalisation de nos outils de production (décarbonation de nos outils industriels, augmentation du prix des quotas carbone…)

> **Mix énergétique et déchets :** dans une logique de territorialisation de l'énergie (communautés d'énergie, implication des collectivités…)

LA VRAIE LOI CLIMAT

Pour retrouver l'intégralité des propositions, rendez-vous sur :
guillaume-gontard.fr

QUEL AVENIR ÉNERGÉTIQUE

POUR NOTRE PAYS ?

DÉFENDRE NOTRE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

MON SOUTIEN AUX SALARIÉS DE FERROPEM ET PHOTOWATT

J'ai rencontré à de nombreuses reprises les salariés de ces deux entreprises iséroises de la filière photovoltaïque, qui sont aujourd'hui frappées par des plans de suppression des emplois. Dès leurs annonces j'ai saisi immédiatement et à plusieurs reprises le Gouvernement pour qu'il exige des directions des engagements en matière d'activité et d'emplois et que l'Etat saisisse l'opportunité de bâtir une filière industrielle énergétique d'avenir en n'abandonnant pas des savoir-faire d'excellence.

SAUVONS L'USINE FERROPEM DES CLAVAUX

Tout au long de l'année, je me suis mobilisé aux côtés des représentants syndicaux de Ferropem, usine des Clavaux à Livet-Gavet, pour sauver l'un des derniers sites de production de silicium en France.

La situation actuelle est inacceptable pour les salariés suspendus à un plan social injustifié. La production de silicium, matière première des panneaux photovoltaïques, doit être maintenue en France. Ce site industriel majeur en Isère, a un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique.

MES QUESTIONS AU PREMIER MINISTRE

J'ai prolongé mes interpellations lors des questions d'actualité en interrogeant deux fois le Premier ministre sur l'absence de stratégie du Gouvernement en matière de transition énergétique pour notre pays. En public et en privé je l'ai interpellé sur la situation de Ferropem, Photowatt et sur les besoins d'accompagner la filière industrielle. J'ai également fait adopter au Sénat un amendement à la loi climat pour que soit pris en compte le coût écologique des panneaux solaires dans la commande publique. Cet amendement, s'il n'a pas été repris avec toute l'ambition nécessaire, a néanmoins inspiré le Gouvernement, qui a inscrit un critère carbone dans les futurs appels d'offres (18 milliards pour les cinq prochaines années).

L'ENGAGEMENT DU CANDIDAT ÉCOLOGISTE À LA PRÉSIDENTIELLE

Depuis le mois de mai, j'ai mobilisé dans ce combat Yannick Jadot, désormais candidat des écologistes à la présidentielle qui a beaucoup œuvré sur ces sujets au Parlement européen. La situation de ces deux entreprises interroge toute la stratégie industrielle et énergétique française. Ne plus produire de panneaux photovoltaïques en France, c'est aggraver notre bilan carbone et notre dépendance à la Chine. C'est aussi un enjeu majeur de la souveraineté française.

NOS PROPOSITIONS

UNE LOI EN FAVEUR D'UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

Les exemples de Photowatt, Ferropem ou même d'Armor, entreprise de taille intermédiaire qui se porte pourtant très bien, témoignent de l'importance d'une stratégie publique pour structurer les filières industrielles de la transition énergétique. Aussi, avec le groupe écologiste, nous avons proposé une loi pour créer un service public de l'énergie à même d'accélérer la transition énergétique en France et d'amplifier l'effort public. Ce service permettrait d'accompagner les initiatives privées, de planifier et réguler l'ensemble du développement des énergies renouvelables. Il éviterait ainsi certaines dérives et permettrait de conserver, dans le giron public, certaines installations stratégiques comme les gros barrages hydroélectriques.

MISSION D'INFORMATION SUR LA MÉTHANISATION

Notre groupe a souhaité inscrire cette année une mission d'information sur le thème de la méthanisation et son développement territorial.

A l'heure où les énergies renouvelables ont vocation à augmenter, la mission s'est intéressée aux conditions de développement vertueux de la méthanisation dans une approche scientifique, économique et sociale. Ce rapport publié fin septembre plaide pour un développement raisonné et encadré de la méthanisation. Le groupe écologiste a défendu un encadrement public encore plus important, mais les conclusions de ce rapport reflètent les équilibres politiques du Sénat où la droite est majoritaire. J'organiserai à cette occasion en Isère des temps de rencontre sur les recommandations établies par la mission en lien avec les différents projets en cours sur notre département.

SAUVONS NOTRE HÔPITAL PUBLIC

RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE PARTAGÉE

Porté par l'association "Notre hôpital, c'est vous" réunissant soignants, citoyens et ONG, le projet de référendum d'initiative partagée a été soutenu par l'ensemble du groupe écologiste. Cette proposition vise à garantir des financements à la hauteur des besoins de santé et à démocratiser la gestion de l'hôpital public. Avec 203 signatures de parlementaires, ce texte avait franchi une première étape décisive. Malheureusement, le Conseil constitutionnel a jugé contraire à la Constitution cette proposition de loi pour garantir un accès universel à un service public de qualité.

OUI À LA DÉCONJUGALISATION DE L'AAH

INDIVIDUALISATION DE L'ALLOCATION ADULTE HANDICAPÉ

Débat à Grenoble le 11 juin 2021 sur la déconjugalisation de l'AAH

A deux reprises, le 9 mars et le 12 octobre derniers, le Sénat s'est prononcé très largement en faveur d'une désolidarisation de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) des revenus du conjoint. C'est un combat que je porte depuis le début de mon mandat. Malheureusement à la suite d'un tour de force du Gouvernement, les députés n'ont pas voté en sa faveur. C'est une énorme déception pour toutes les personnes en situation de handicap qui le réclament depuis des années.

LOI 3DS

NOS PROPOSITIONS SUR LA DÉMOCRATIE LOCALE

Au sortir des élections régionales et départementales, marquées par un record d'abstention, le Sénat examinait le projet de loi 3DS. Démocratie locale, gouvernance territoriale, cohésion sociale, transition écologique : le projet de loi promettait de s'attaquer aux grands défis du 21e siècle.

Hélas les mesures initiales étaient déjà insuffisantes pour renforcer le pouvoir d'agir des élu.e.s locaux et collectivités territoriales. L'issue des débats au Sénat n'a pas permis de hisser ce texte à la hauteur. Notre groupe a pourtant proposé 160 amendements pour améliorer un texte sans vision. **J'ai notamment porté plusieurs amendements relatifs à la démocratie locale élaborés directement à partir des propositions du collège citoyen isérois : parité des exécutifs locaux, sécurisation des expérimentations de votation citoyenne et des budgets participatifs, développement des conseils de quartier…** Ces propositions d'urgence démocratique et de bon sens n'ont toutefois pas abouties car notre ambition n'était pas partagée par la droite sénatoriale.

MES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

FIN DU SERVICE PUBLIC FORESTIER ?

Partenaire historique des communes dans l'entretien et la gestion des forêts publiques, l'Office national des forêts (ONF) est le seul garant de l'exercice du régime forestier, véritable statut de protection du patrimoine forestier communal. Or depuis deux ans, le Gouvernement accélère la privatisation de l'ONF ayant aujourd'hui pour principale conséquence la disparition des emplois de terrain et la perte d'un service d'accompagnement de proximité. J'ai demandé au ministre de l'Agriculture les moyens qu'il entendait consacrer pour maintenir l'expertise des techniciens l'ONF au plus près des territoires ruraux et de montagne.

Office National des Forêts

SOUTIEN À L'ÉLEVAGE DE PLEIN AIR

J'ai saisi le ministre de l'Agriculture et de l'alimentation sur les difficultés rencontrées par l'élevage en plein air dans l'application des nouvelles mesures de biosécurité, notamment pour faire face à la peste porcine et à la grippe aviaire.

Malgré les très nombreuses interpellations et propositions des syndicats agricoles depuis deux ans, les mesures, en vigueur depuis le 1er janvier, ont essentiellement été envisagées pour les élevages intensifs et paraissent largement inadaptées à la réalité des élevages extensifs, notamment en territoire de montagne.

PRISE EN COMPTE DES PERSONNES ÂGÉES ET NOUVEAU REPORT DE LA LOI « GRAND ÂGE »

Alors que notre pays doit se préparer à relever le défi de d'un vieillissement historique de la population, le Gouvernement annonce un nouveau report de l'examen du projet de loi « grand âge ». Différer ainsi l'examen de ce projet de loi suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en compte par le Gouvernement des plus anciens de nos concitoyens. J'ai interpellé l'exécutif sur l'urgence de consacrer des moyens pour accompagner les personnes dans leur vieillissement et d'engager enfin une véritable revalorisation des métiers d'aides à la personne.

LANCEMENT DU COLLÈGE CITOYEN ISÈRE

La distance entre les citoyens et les élu.e.s n'a cessé de se creuser au cours des dernières années. Pourtant, la Convention Citoyenne pour le Climat nous a montré combien les citoyens étaient capables de formuler des propositions novatrices venant enrichir le travail parlementaire.

Afin de retisser ce lien, j'ai mis en place en avril un collège citoyen, réunissant 47 iséroises et isérois, recrutés sur la base du volontariat. Ces citoyennes et citoyens sont à l'image de la diversité du département de l'Isère, avec une grande hétérogénéité en termes d'âge et d'origine géographique. Trois sujets ont été retenus pour les discussions : le revenu universel et les monnaies locales, l'habitat de demain et la démocratie. Pour s'en saisir, les citoyennes et citoyens ont d'abord échangé autour de leurs expériences personnelles, de leurs lectures ou des réflexions qu'ils et elles avaient déjà eu sur le sujet. Ils et elles ont aussi auditionné des spécialistes et consulté de nombreux documents pour approfondir leurs connaissances. J'ai également repris une première série de propositions relatives à la démocratie locale dans des amendements à la loi 3DS. Une consultation nationale, sur la plateforme PURPOZ a également été lancée afin d'enrichir les propositions qui seront formulées au terme du collège, à la fin de l'année.

NON LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UN DÉLIT !

Le 22 avril à Gap et le 27 mai dernier à Grenoble, j'étais aux côtés des maraudeurs de l'association Tous Migrants pour apporter mon soutien aux personnes poursuivies et dénoncer le « délit de solidarité ». Le 06 juillet 2019, le Conseil constitutionnel reconnaissait pourtant la fraternité comme un principe à valeur constitutionnelle.

Malgré cela, les procès à l'encontre des maraudeurs se poursuivent. Or depuis près de cinq ans, à Briançon mais aussi ailleurs en France, près des frontières, des bénévoles soignent, accueillent et entourent les femmes, les enfants et les hommes qui arrivent là car ils n'ont eu d'autres choix. Ces bénévoles sont le visage de nos valeurs républicaines. Celles et ceux, qui au quotidien, continuent à porter assistance et secours et n'ont pas renoncé à un Etat de droit qui protège et qui accueille. Pendant 4 mois, avec les eurodéputés et les sénateurs écologistes (mais également notre camarade communiste Elsa Faucillon), nous leur avons apporté notre soutien et exercé notre droit de contrôle de l'activité de l'Etat. Nous avons pu constater les nombreuses atteintes quotidiennes portées au droit d'asile. Les témoignages recueillis, sous forme d'attestation sur l'honneur, ont été remis à la commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale sur le respect des droits aux frontières.

PLAN AVENIR MONTAGNE : QUID DE L'AVENIR DES PETITES COLLECTIVITÉS DE MOYENNE MONTAGNE ?

Je suis intervenu lundi 19 juillet lors de la présentation aux élu.e.s iserois.e.s du Plan Avenir Montagne par le Préfet de l'Isère et Philippe Matheron, commissaire de massif des Alpes.

Les orientations dessinées sont intéressantes, mais la mise en œuvre dépendra de l'ingénierie, que nous continuons à attendre. Beaucoup de questions sur l'accessibilité des petites collectivités de moyenne montagne à ce Plan restent enfin en suspens.

LAISSEZ-LES GRANDIR ICI !

J'ai participé à la conférence de presse organisée avec André Mondange, maire du Péage-de-Roussillon, et de nombreux élu.e.s locaux et régionaux pour apporter notre soutien à une famille arménienne, qui, comme d'autres familles en précarité administrative, se retrouvent obligées de quitter le territoire français alors que leurs enfants sont scolarisés que leurs vies se sont construites ici depuis plusieurs années. Nous avons collectivement écrit au Préfet de l'Isère pour qu'une solution rapide et tenant compte de l'environnement local soit prise.

RETOUR SUR QUELQUES DÉPLACEMENTS EN ISÈRE

RENCONTRES RÉGULIÈRES AVEC LES ÉQUIPES MUNICIPALES

Je consacre une grande partie de mes vendredis à la rencontre avec les équipes municipales.

À cette occasion, j'ai eu le plaisir d'être reçu par Mme Angélique Rojas, maire de La Motte-d'Aveillans et ses adjoints. Nous avons échangé sur les enjeux de développement de la commune, touristiques en particulier, avec la gestion associative de la station des Signaraux. J'ai eu également le plaisir de visiter le musée de la Mine Image et ses galeries minières exceptionnelles. Un site qui sera de nouveau mis en valeur avec la réouverture prochaine du petit train de la Mure.

STRUCTURATION DE LA FILIÈRE CHANVRE

J'ai invité le Sous-préfet à la relance, Monsieur Samy SISAID à venir visiter l'entreprise Naturamole (production de molécules naturelles à destination des industriels de l'Aromatique, de la Parfumerie et de la Cosmétique), basée à à Susville.

C'était également l'occasion de lui présenter le groupement d'entreprises isérois autour de la filière chanvre avec : Naturamole (extraction CBD), Celsius (fabricant d'extracteurs), Vicat (béton de chanvre) et Maison Cholat (agriculture).
L'évolution de la législation sur le CBD, mais aussi la nécessaire augmentation des matériaux biosourcés dans la construction nécessite une structuration de la filière et un accompagnement fort des services de l'Etat. C'est ce que nous appelons de nos vœux avec les acteurs économiques engagés dans la filière en Isère.

FÊTE DE L'ALPAGE À GRESSE-EN-VERCORS

Du monde, une belle ambiance et une sacrée organisation collective portée par le maire, Jean-Marc Bellot, son équipe et les bénévoles des associations pour cette nouvelle édition de la fête de l'alpage le 22 août.

Pastoralisme, atelier bois, ferronnerie, charbonnière,… du savoir faire local, avec des ressources locales. Un beau moment de partage et de montagne vivante.

SOIGNANTS DU HANDICAP : LES OUBLIÉS DU SÉGUR DE LA SANTÉ

Le 09 avril dernier, je suis allé soutenir le personnel de la maison d'accueil spécialisée (MAS) du Val Jeanne Rose à Brié-et-Angonnes qui se bat pour la revalorisation de leurs salaires.

En effet, ils ne bénéficient pas des 183 euros d'augmentation alloués aux personnels soignants des hôpitaux et des Ehpad, dans le cadre du Ségur de la Santé.
Les structures privées à but non lucratif ont été totalement oubliées créant ainsi une discrimination inacceptable. Je me suis fait le relais de leurs revendications auprès du Premier ministre.

VISITE DES RESSOURCERIES GRÉSY

A l'invitation de son président Robert REYNAUD, j'ai eu le plaisir de visiter l'association Grésy pour le retour vers l'emploi et le recyclage des objets dans la vallée du Grésivaudan, en présence de l'adjoint au Maire du Touvet.

Depuis août 2015,GRESY est une association engagée, avec plus de 80 bénévoles impliqués en faveur de l'économie circulaire, sociale et solidaire dans le Grésivaudan. Nous avons pu évoquer les difficultés et lenteurs administratives, la question des friches et l'accès au foncier et le fond de réemploi que nous avions défendu au Sénat en faveur des recycleries et qui devrait entrer en vigueur prochainement.

NOTRE ORGANISATION EN ISÈRE

COLLÈGE CITOYEN

Installé en avril 2021 sur la base de la Convention citoyenne pour le climat, l'objectif à travers ce collège citoyen est de nourrir l'activité parlementaire et de participer aux temps législatifs. 47 iséroises et isérois se retrouvent toutes les trois semaines pour avancer sur des propositions thématiques qui seront remises en janvier 2022.

LE COLLÈGE CITOYEN RÉUNI AU PERCY

Après trois mois de réunion en visioconférence, les membres du collège citoyen se sont enfin rencontrés et ont pu échanger avec les élu.e.s du comité sénatorial sur l'avancée de leur travaux.

Une journée riche qui a permis de découvrir les projets citoyens conduits sur la commune : habitat partagé, jardin collectif… Le collège citoyen se poursuit jusqu'en janvier 2022.

LE COMITÉ SÉNATORIAL

Mis en place depuis le début du mandat, ce groupe est composé de mes colistiers, d'élu.e.s locaux et de responsables politiques se retrouvant sur le projet d'un "engagement commun". Nous nous retrouvons chaque mois pour débattre des sujets d'actualité et porter un projet d'engagement commun aux côtés des élu.e.s et des acteurs de la société civile.

Annie **David**

Simone **TORRES**

Myriam LAÏDOUNI-DENIS

Pierre **BARUZZI**

Fabrice **SERRANO**

Sylvie **GUINAND**

Marie **QUESTIAUX**

Florian **CARTELLIER**

Clément **DELADOEUILLE**

Danielle **SAUGE GADOUD**

Allan **BRUNON**

Zerrin **Bataray**

Patrice **FERROUILLAT**

Claire **QUINETTE**

Joël **Marseille**

Isabelle **COURADIN**

Nadine **REUX**

Benjamin **GASTALDELLO**

Benjamin **TROCME**

Guillaume LAGET

LES COLLABORATEURS

Delphine LAVAU
Grenoble

Formation en Aménagement du Territoire et Sciences Politiques. Responsable de structures de développement dans plusieurs départements alpins. A collaboré avec Guillaume Gontard pendant 4 années dans le cadre du Contrat de Développement Rhône-Alpes Alpes Sud Isère.

d.lavau@clb.senat.fr
04 38 86 28 74

William BOUCHARDON
Grenoble

Formation en Sciences Politiques. Passé par différentes expériences dans le milieu du journalisme, il a effectué un stage au sein du cabinet du maire de Grenoble, puis à la permanence parlementaire de Guillaume Gontard avant de rejoindre définitivement l'équipe.

w.bouchardon@clb.senat.fr
04 38 86 28 74

Fabien DUQUESNE
Paris

Formation en Histoire et Sciences politiques. Exerce en tant que collaborateur parlementaire depuis 2012, à l'Assemblée nationale d'abord puis pour le sénateur PS Gaëtan GORCE et le sénateur EELV Jean DESESSARD.

f.duquesne@clb.senat.fr
01 42 34 39 60

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES

Le groupe Écologiste, Solidarité et Territoires que j'ai l'honneur et le plaisir de présider depuis un an est composé de 12 sénatrices et sénateurs et représente la diversité des forces de l'écologie, des territoires - ruraux et urbains - aux quatre coins de la métropole et de la Corse. Par notre travail, nous avons réussi en quelques mois à prendre toute notre place au Sénat. Nous nous sommes saisis de tous les sujets et nous avons pu constater à quel point la voix des écologistes était utile au débat parlementaire. Notre bilan complet est disponible sur : www.ecologiste-senat.fr

De gauche à droite :

Jacques Fernique (Bas-Rhin), Paul Toussaint-Parigi (Haute-Corse), Raymonde Poncet (Rhône), Thomas Dossus (Rhône), Joël Labbé (Morbihan), Sophie Taillé-Polian (Val-de-Marne), Guillaume Gontard (Isère), Ronan Dantec (Loire-Atlantique), Monique de Marco (Gironde), Guy Benarroche (Bouches-du-Rhône), Daniel Salmon (Ille-et-Vilaine), Esther Benbassa (Paris ; exclue le 16 septembre) auxquels il convient d'ajouter Mélanie Vogel (Français.es de l'étranger) élue le 26 septembre.

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

La permanence parlementaire à Grenoble est ouverte du lundi au vendredi. Vous pouvez me rencontrer les lundis et vendredis sur rendez-vous. Des expositions sont régulièrement organisées et les visites se font en accès libre. Chaque exposition est l'occasion de débattre d'un sujet d'actualité.

EXPOSITION EN COURS : UNE HISTOIRE ALPINE

Depuis 1974, Jean-Luc Joseph s'attache à couvrir la vie de la communauté rurale du Val d'Arly (Savoie), encore largement épargnée par la modernité. Ses portraits et ses photographies des paysages de montagne sont une ode à ces campagnes qui semblent suspendues dans le temps. Musiciens traditionnels, éleveurs, femmes du monde rural, paysans, forestiers…

Les personnages font aussi partie de ce récit qui saisit le cœur. Tous en noir et blanc, ces clichés invitent aussi à comprendre les subtils jeux de lumière qui ont traversé l'opercule de son appareil. Un véritable travail ethnographique qui nous convie à lever les yeux et à être pleinement saisi par la montagne qui nous entoure.

Restons en contact !

RETROUVEZ TOUTE NOTRE ACTUALITÉ ET ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER SUR :
WWW.GUILLAUME-GONTARD.FR

@Guillaumgontard

IMPRIM'VERT
DAHU CREATION.com

PERMANENCE PARLEMENTAIRE
3, RUE GABRIEL PÉRI – 38000 GRENOBLE
TÉL. 04 38 86 28 74

| G.GONTARD@SENAT.FR |

BUREAU AU SÉNAT
15, RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06
TÉL. 01 42 34 39 60